HAL
open science

Empowerment et participation : comment mieux cadrer les effets possibles des démarches participatives ?

Patrick Daquino

To cite this version:

Patrick Daquino. Empowerment et participation : comment mieux cadrer les effets possibles des démarches participatives ?. 2007. hal-00157747v2

HAL Id: hal-00157747

https://hal.science/hal-00157747v2

Preprint submitted on 23 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Empowerment et participation : comment mieux cadrer les effets possibles des démarches participatives ?

Proposition d'un cadre d'analyse à partir d'une synthèse bibliographique

Publié électroniquement (pour citation) :
http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00157747

Patrick d'Aquino
Cirad
daquino@cirad.fr

Juin 2007

PREMIERE PARTIE : SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE

I. Démarches participatives, des interrogations toujours en suspens.

1. L'implication des acteurs, un enjeu primordial de ce siècle.

Les relations entre la science et la société deviennent aujourd'hui de plus en plus délicates, que ce soit sur le terrain, entre conseiller technique et populations, ou dans les instances internationales, entre experts et leaders civils et politiques, au fur et à mesure que les enjeux posés à la science gagnent en complexité et en incertitude. Les scientifiques se retrouvent face à des questions de développement, d'environnement ou de démocratisation pour lesquelles une partie importante de la réponse dépend du contexte social et culturel, des logiques et des comportements des acteurs concernés. Au niveau théorique, cela entraîne des évolutions considérables des modes de penser la science (Functowicz 1994) ou la politique (Rawls 1999, Habermas 2001, Sen 1999); au niveau pratique, cela renforce l'urgence à créer des modes d'implication efficaces des différents acteurs de la société dans la prise en charge de leur avenir.

Dans ce contexte, les démarches participatives, même si elles n'ont pas réussi à s'imposer durablement après vingt ans de pratiques, restent une voie intéressante pour une plus grande implication des différents groupes d'acteurs dans la mise en œuvre d'un développement durable. Nous entendons ici par participation tout processus qui aide des individus à influencer les prises de décision qui les affectent et à prendre une certaine part dans le contrôle de ces décisions[1], depuis la construction d'une politique publique jusqu'à la sélection d'une technologie adaptée.

Théoriquement, le concept de participation repose sur quatre critères d'identification (Fiorino 1990) : un mécanisme qui doit permettre la participation directe et l'expression des capacités d' "amateurs" (citoyens) dans un processus de décision; un mécanisme qui doit accroître le partage de l'autorité décisionnelle (Thompson 1970); un mécanisme qui accroît les possibilités de discussions "face à face" (Barber 1984); enfin un mécanisme qui permet un poids équivalent dans la discussion des citoyens, des techniciens et des politiques. L'enjeu méthodologique général est alors dans un plus grand partage des représentations et des enjeux entre les différents acteurs concernés, mais selon l'approche le poids respectif des points de vue des intervenants et des acteurs locaux est variable :

(i) pour certains, la participation signifie un échange de points de vue, avec comme enjeu principal de transférer aux acteurs ciblés une grande partie de sa propre analyse (*sensibilisation participative*);
(j) pour d'autres, la participation signifie de dépasser cet échange de points de vue pour construire une vision commune, ce qui implique que chacun accepte de modifier son analyse initiale (*diagnostic participatif*);

[1] "A process through which stakeholders influence and share control over development initiatives and the decisions and resources that affect them"(World Bank 1996).

(k) le terme de participation est aussi employé par des démarches qui souhaitent partager avec les acteurs ciblés les différentes tâches et responsabilités dans la gestion d'une ressource, d'un espace, d'une chaîne de production,... (*gestion concertée*);
(l) enfin, la participation peut aussi définir un processus partagé de décision, en amont de la gestion, concernant le choix des valeurs et des enjeux prioritaires à traiter ensuite (*démocratie participative*). Ainsi, une démarche de gestion concertée signifie de gérer ensemble une réserve de faune tandis qu'un processus participatif de décision signifie de décider ensemble si la priorité est de prévoir des réserves et si oui où les installer.

Cependant, bien qu'expérimentées depuis plus de trente ans, et malgré les évolutions indéniables qu'elles ont entraînées dans la façon de mettre en oeuvre les programmes de développement et les politiques publiques, les approches participatives se retrouvent toujours face aux mêmes interrogations sur leur efficacité et leur pertinence (Scoones et Thompson 1993, Bhasin 1998, Nguinguiri 1998, Michener 1998, Lamerlink et Wolffers 1998, Alff et Bauer 1999, Cleaver 1999, Innes et Booher 1999, Lazarev et Arab 2002, Kumar et Kapoor 2003, Neef 2005, Froger et al 2005). Bien que de nombreuses évaluations et analyses comparatives aient été effectuées (Arnstein 1969, Boiral et al 1985, Nelson etWright 1995, Agarawal et Gibson 1999, Cleaver 1999, Innes et Booher 1999, Lavigne-Delville et al 2000, Carr et Halvorsen 2001, Gaventa 2002, Conley et Moote 2003, Kumar et Kapoor 2003, Mansuri et Rao 2004, World Bank, 2005,...), il est ainsi toujours aussi difficile aujourd'hui de définir de façon non partisane les objectifs et les limites de la participation, ou plutôt de chacune des façons d'envisager la participation. Il est par conséquent toujours aussi difficile, face aux critiques qu'elles soulèvent, de prouver suffisamment l'efficacité de ces démarches pour permettre une diffusion plus généralisée de leurs innovations et de l'expérience acquise.

C'est pourquoi il est indispensable aujourd'hui que les démarches participatives proposent ensemble et de façon coordonnée une grille de lecture de leurs enjeux, de leurs objectifs, de leurs modalités et de leurs limites, qui prennent en compte les doutes pertinents qu'elles soulèvent. C'est la voie la plus rigoureuse et pragmatique pour parvenir à proposer aux politiques publiques comme aux programmes de recherche-action des positionnements clairs et pratiques de la participation face à ces questionnements critiques.

2. Des critiques pertinentes.

Tout d'abord, quel que soit leur site d'intervention et la société considérée, elles se retrouvent toujours face à des contextes sociaux hiérarchisés, avec des groupes défavorisés dont les points de vue et les besoins sont moins reconnus par la communauté locale et risquent donc d'être occultés lors des ateliers (Nelson et Wright 1995, Agrawal et Gibson 1999, Schneider 1999, Lavigne-Delville et al 2000, Edmunds et Wollenberg 2002, Abraham et Platteau 2004). De plus, les processus de décision ne se réduisent jamais à la scène publique et une bonne partie se déroule *en coulisses*[2], selon des modalités différentes d'une société à l'autre. Enfin, une discussion collective est par excellence le lieu d'expression du contrôle social, de la mise en scène et de l'affirmation du pouvoir, avec des choix dépendant davantage d'arbitrages entre des rapports de force que de concertations rationnelles et consensuelles (Balme *et al.* 1999, Lavigne Delville et Mathieu 2000, Mansuri et Rao 2004, Faysse 2006). La complexité du contexte social et politique dépend des rapports de force existant entre les acteurs, de la qualité des formes conventionnelles qui permettent de les gérer, de la culture locale à l'origine des pratiques sociales et politiques, des enjeux sociaux et culturels sous jacents chez chaque

[2] cf. paradigme de Goffmann (1979).

acteur et groupe impliqués, de l'attitude des pouvoirs en place et des autres groupes sociaux,... (Bierschenk 1988, Olivier de Sardan 1992, Jacob et Lavigne Delville 1994, De Carlo 1999, Borrini-Feyerabend *et al* 2004). C'est toute la question de l'intégration, de l'adaptation et de la diffusion d'une innovation au sein d'une communauté, toujours fortement dépendantes du contexte social et du statut des individus impliqués (Boiral et al 1985, Olivier de Sardan et Pacquot 1991, Olivier de Sardan 1992). Prendre insuffisamment en compte cette réalité sociale ouvre un espace de récupération dont certains, en particulier les leaders locaux appuyés par les démarches, peuvent se saisir pour renforcer leur contrôle sur les groupes (Narayan et Ebbe 1997, Ribot 1998, Cleaver 1999, Agrawal 2003, World Bank 2004, World Bank 2005b). Les praticiens peuvent croire modifier des modes de concertation ou des organisations sociales alors qu'ils ont simplement accompagné la reformulation dans un nouveau contexte des rôles et des statuts existants, que ce soit entre techniciens et société civile ou entre leaders locaux et populations. De plus, quelle que soit la méthode, elle peut être manipulée en fonction des enjeux de l'animateur ou du leader local (Gibson et Marks 1995, Desai 1996, van der Linden 1997, Ribot 1998 et 2001, Dahl-Ostergaard et al 2003, Mansuri et Rao 2004), qui sont liés à sa position sociale, sa spécialisation professionnelle, sa trajectoire personnelle et ses idéaux politiques (Rosenau 1990).

Tout cela entraîne une série d'interrogations vis-à-vis de ces démarches : comment l'intervention pense-t-elle obtenir une connaissance suffisamment fine du milieu pour réussir des évolutions durables sans de longues et incertaines études sociologiques ? Comment s'assurer de la pertinence du choix des populations cibles de l'intervention vis-à-vis de l'évolution du contexte social ? Quels effets cherche-t-on à obtenir ainsi sur la société locale, sachant que l'intervention sera plus ou moins efficace en fonction du statut de la population cible dans la société considérée et que les rôles et les responsabilités des différents acteurs d'une société, autrement dit les groupes représentatifs à cibler, sont en réalité difficiles à déceler[3] (Kumar et Kapoor 2003, World Bank 2005a) ? S'agit-il de laisser la communauté et ses leaders s'exprimer, donc reproduire les différenciations sociales[4] ? S'agit-il d'un interventionnisme en faveur d'un groupe marginalisé, donc à l'encontre de l'organisation sociale de la communauté, ce qui risque d'enrayer l'évolution durable du contexte local qui est recherchée ? Comment éviter les dérives par les animateurs de ces démarches ? La participation signifie un changement majeur dans la façon dont la prise de décision publique, le développement ou la recherche sont menés. Services d'appui et partenaires extérieurs manquent de compétences et de capacités pour ce changement. Loin d'appliquer une méthode standard, il s'agit de mettre en œuvre une compétence et une "posture" qu'il est difficile de formaliser, de sélectionner et de diffuser (Lavigne Delville et Mathieu 2000, Borrini-Feyerabend et al 2004). Enfin, comment organiser la diffusion des innovations mises en place au-delà d'une échelle locale , qui dépend de multiples facteurs : les relations sociales et les positions de pouvoir des participants vis-à-vis des autres membres de la communauté, les enjeux sociaux et culturels sous jacents chez chaque acteur et groupe impliqués, l'attitude des pouvoirs en place et des autres groupes sociaux, l'environnement institutionnel et les politiques publiques locales de développement,... (Kumar 2003) ? Quelle stratégie peut-on proposer pour engager une évolution durable de tout ce contexte, et pas seulement des

[3] Ainsi, à l'intérieur d'une même institution comme la Banque Mondiale, on note à propos des populations cibles des options très différentes d'un projet à l'autre, sans justification argumentée à propos de ces différences (World Bank 2005a).

[4] D'autant plus que pour réussir à organiser et mobiliser les acteurs locaux, le pilote ne peut être que celui qui est *localement reconnu légitime*. Or, cette légitimité sociale dépend du contexte social local mais aussi du thème abordé et de l'échelle de référence : ce n'est pas la même instance qui sera légitimée selon que l'on traite de l'installation d'une infrastructure dans un village ou de la concertation entre agriculteurs et chasseurs dans une région.

participants aux ateliers ? En particulier, comment intéresser durablement les institutions publiques et les services d'appui à des démarches qui transfèrent une partie de leurs capacités à d'autres acteurs ? Enfin, comment mieux relier ces approches micro, au contact direct des acteurs locaux, avec les politiques publiques globales d'amélioration de la gouvernance (Holmes et Scoones 2001, Pimbert 2004, Pozzoni et Kapoor 2005, Malena et al 2005) ?

La construction théorique et pratique de la participation reste donc à poursuivre, en associant mieux la longue et riche connaissance expérimentale à une littérature théorique croissante mais dispersée (scattered), en prenant plus de précautions sur l'éthique et sur l'appréhension du contexte local, car les méthodes participatives peuvent servir autant à des fins instrumentales qu'à un authentique renforcement des citoyens, enfin en poursuivant l'innovation méthodologi pour accroître les liens entre les dynamiques participatives "ascendantes" et les processus "descendants" plus formels de délibération et décision (Nelson et Wright 1995, Webler 1999, Pimbert et Wakeford 2001, Neef 2005).

3. Une évolution des objectifs affichés.

Afin de poursuivre cette construction, il est d'abord utile de mettre en perspective les différentes évolutions des démarches participatives ces dernières décennies, qui ont abouti à une diversification de leur utilisation sans assez de clarification théorique. En effet, depuis les changements sociopolitiques jusqu'au développement de capacités cognitives, les démarches participatives ont progressivement élargi leurs objectifs et leurs références théoriques, en partie pour se justifier vis-à-vis de ces critiques, mais sans réussir à lever leurs ambiguïtés et faire définitivement la preuve de leur pertinence et de leur efficacité (Sellamna 2000). Ainsi, une démarche participative affiche le plus souvent de front, plus ou moins accentués selon les approches, trois objectifs différents : une modification de la distribution du pouvoir dans un groupe social, une amélioration des techniques de décision en situation complexe, enfin un développement des capacités des populations cibles.

L'origine de la participation est d'abord dans une intervention à objectif social et politique qui cherche à faire évoluer les rapports entre individus et groupes sociaux, pour de meilleures actions et décisions (Freire 1970 et 1973, Sennett 1970). Mais la participation a ensuite été aussi utilisée pour faciliter une meilleure prise en charge par la société de questionnements complexes, depuis l'organisation d'une entreprise (Friedberg 1993) jusqu'au développement durable (de Montgolfier et Natali 1987, Mermet 1992,Weber 1992, Funtowicz et Ravetz 1994, Röling and de Jong 1998). Les processus participatifs y sont utiles pour construire une perception commune, dans des situations de changement de règles et d'allocation de ressources où il y a toujours des points de vue potentiellement conflictuels au départ (World Bank 2002). La complexité des questionnements, leur incertitude et leur teneur autant culturelle, sociale et politique que scientifique, légitiment la pluralité des savoirs et des perceptions. Ces démarches participatives se référent alors aux acquis des sciences sociales, en particulier sur la dynamique de groupes[5], pour promouvoir une construction sociale et

[5] Pédagogie (Piaget 1972), sociologie des organisations (Crozier et Friedberg 1977, Friedberg 1993), recherche action et dynamique de groupes (Lewin 1948, Sherif 1967, Brewer et Campbell 1976, Touraine 1978, Dubet 1994, Selener 1997), apprentissage expérimental (Kolb et al. 1984), systems thinking (Checkland 1984), théorie du chaos et auto organisation (Wheatley 1999). La psychologie sociale a souligné l'intérêt d'objectifs "supra-ordonnés", basés sur intérêt commun et nécessitant un investissement commun, pour parvenir à rapprocher deux groupes en opposition. Cependant, la dynamique sociale ne repose pas simplement sur des phénomènes collectifs. Les travaux sur l'identité sociale mettent l'accent sur les différentes inclusions sociales, du soi à la société, qui influent sur le comportement social et les processus d'identifications collectives emboîtées (Adorno *et al.* 1950, Turner 1987 et 1991, Leyens *et al.* 1994).

itérative de la connaissance, qui passe par le développement de capacités collectives de gestion adaptative (Daniels et Walker 1996, Röling 1996, Ashby *et al.* 2000, Johnson et al. 2000, Carpenter et Gonderson 2001, Hagmann et al. 2002, Lynam et al 2002, Borrini-Feyerabend *et al* 2004, Gonsalves *et al.*, 2005). La pertinence et la légitimité du choix des participants apparaissent ici plus faciles à cerner que lorsqu'il s'agissait de changement social : il s'agit plus simplement de rassembler les acteurs pouvant être utiles à l'amélioration de l'efficacité de la société pour la prise en charge d'une question donnée. C'est une légitimité "manageriale" (Sellamna 2000).

Cependant, il est difficile d'envisager un impact direct de ces démarches sur l'environnement naturel et économique, tant il est difficile de relier ce type d'actions à des évolutions de cet environnement naturel ou économique (Conley et Moote 2003). Par conséquent, ces démarches préfèrent viser plus précisément une amélioration des processus de concertation plutôt qu'un changement d'état mesurable de l'environnement, en s'appuyant sur une hypothèse forte : une démarche participative est plus efficace qu'une démarche directive pour atteindre à terme une meilleure gestion de l'environnement, car le principal obstacle à une meilleure gestion est le manque de communication et d'information de qualité (Putnam 1993, Röling and Wagemakers 1998, Rao 2001, Borrini-Feyerabend et al. 2004). Mais cela implique alors que les progrès enregistrés dans le traitement de la complexité par les participants aux ateliers peuvent ensuite s'exprimer et diffuser durablement auprès de toute la communauté concernée... L'efficacité de la participation dépend donc ici aussi d'un contexte social, politique et culturel (Edmunds et Wollenberg 2001), que la plupart de ces démarches considèrent comme des facteurs externes et des pré-requis sociaux sur lesquels elles ne peuvent agir.

C'est pourquoi beaucoup d'approches se focalisent maintenant sur un objectif intermédiaire, le développement des capacités de participants à des ateliers (Ashby 1991, Chambers 1994b, Reijntjes *et al.* 1995, Conroy et al 1999, Hagmaan et al, 2002, Probst et al 2003, Borrini-Feyerabend et al. 2004) L'objectif est ainsi réduit à des effets sur les participants directement touchés par la démarche[6], plutôt que sur tous les acteurs et facteurs d'un processus de décision que l'on reconnaît ne pas réussir à maîtriser. La première faiblesse de ces approches est d'avoir aujourd'hui une représentation encore peu claire de leurs objectifs d'apprentissage : description précise des capacités visées, mise en place de procédures de suivi de ces apprentissages,... Cependant, cela ne suffira pas pour caractériser la valeur ajoutée que ces démarches peuvent avoir, en pratique et dans la durée, pour diffuser une innovation ou pour installer de nouveaux gestionnaires, améliorer l'équité économique et sociale, car même si un apprentissage se révèle efficace auprès des participants, encore faut-il que ces derniers puissent ensuite exprimer leurs capacités dans le jeu social, culturel et politique du groupe ou de la société considérés (Agrawal et Gibson 1999, Schneider 1999, Lavigne-Delville et al 2000, World Bank 2005a). La question de l'efficacité de ces démarches renvoie donc encore au contexte social, sur lequel la plupart des démarches affirment elles aussi ne pas pouvoir ou devoir agir (Pena et Cuhna 1997, Cleaver 1999, d'Estree and Colby 2000, Kumar 2003, Borrini-Feyerabend et al. 2004, Gonsalves et al 2005).

[6] Diagnostic de la complexité, gestion d'intérêts divergents, adaptation à l'incertitude, innovations organisationnelles,…

4. Conclusion : deux positions possibles

Ainsi quel que soit l'objectif affiché, les évaluateurs comme la plupart des praticiens estiment que la qualité des effets dépend essentiellement du contexte social et politique ainsi que des qualités humaines de l'animateur et des leaders locaux (Aronoff et Gunter 1994, Thompson 1995, Shepherd 1998, Krishna 2001, Kumar et Kapoor 2003, World Bank 2005a). Deux options sont alors possibles pour ces démarches basées sur l'implication des acteurs (people-centered). La première est de renoncer à afficher comme objectif des effets sur la société, car cela dépend trop de facteurs sociaux incontrôlables, et restreindre l'utilité de la participation à l'amélioration des connaissances sur les situations complexes, en arguant que les systèmes complexes ne peuvent être efficacement explorés qu'à travers l'action à l'intérieur du système[7] (Crozier et Friedberg 1977, Hagmaan et al 2002). Dans cette perspective, la participation se restreint alors plus précisément à *une méthode de production de connaissances sur une situation complexe associant des acteurs du système considéré à la production de cette connaissance*, sans y ajouter des enjeux, car certains facteurs fondamentaux de leur réussite sont considérés par ces démarches hors de leur portée, sur les processus de concertation ou les effets sociaux. Ce type de méthode devra cependant prouver son efficience[8] pour l'analyse d'une situation complexe, car la participation est souvent plus lourde et contraignante, et pour certains plus subjective, que les techniques traditionnelles d'enquêtes –cf annexe 4- (Lavigne Delville et Mathieu 2000, Moiti-Maïzi 2000, Mansuri et Rao 2004).

L'alternative est de conserver des objectifs concernant les processus de concertation ou la démocratisation de la société, donc de considérer les facteurs sociaux, culturels et politiques non pas comme des éléments externes ou des pré requis mais comme des cibles même de la démarche. La seule façon de répondre aux critiques concernant les approches participatives est alors de mieux définir une stratégie d'intervention qui prenne explicitement en compte la levée de ces contraintes (Sellamna 1999, Conley et Moote 2003, Agrawal 2003, Probst et al. 2003, Neef 2005). Sans un positionnement clair sur ces questions, la participation ne se donne ni des objectifs réalistes (par rapport à la réalité locale), ni les moyens de les atteindre (sans stratégie assez solide en faveur de tel ou tel objectif) et elle risque fort de n'être qu'un outil aux effets pervers que chacun peut utiliser à son propre projet. C'est pourquoi nous proposons ici des ateliers de concertation entre démarches participatives, pour co construire une représentation commune précise et opérationnelle des différents types d'enjeux sociaux que peut poursuivre une démarche, et des différentes modalités qu'elle peut employer en fonction des enjeux retenus.

[7] Car seules les réactions de ce dernier aux changements révèle ses caractéristiques intimes. Cela est de plus utile pour une meilleure compréhension du point de vue des populations, qui font partie intégrante de ce système.
[8] Dans le sens d'être plus efficace qu'une autre alternative par rapport à ses objectifs.

DEUXIEME PARTIE :

VERS UN CADRE D'ANALYSE COMPARATIF DES DIFFERENTS ENJEUX POSSIBLES

I. L'enjeu : positionner de façon explicite ses enjeux participatifs "sociaux" et leurs limites.

Les démarches participatives, en ce qui concerne leurs positionnement vis-à-vis du contexte social, se retrouvent face à deux écueils : d'une part s'égarer dans une position militante, considérant que ses propres enjeux sociaux sont les seuls valables et ne souhaitant pas s'engager dans une analyse sociale plus rigoureuse et d'autre part rester sur une position techniciste qui refuse de prendre en compte les aspects sociaux pour réduire la participation à une technique de communication plus efficace. Mais même si l'intervention est limitée à un objectif unique ou sectoriel (innovation technologique, soutien à un groupe marginalisé, restructuration d'un service d'appui, traitement d'un conflit, gestion commune d'une ressource spécifique,...), la problématique sociale de la participation, au sens d'une vision globale des enjeux auxquels on souhaite contribuer et de la façon dont on souhaite les influencer, ne peut plus rester un élément flou et peu approfondi (Chambers 1994, Armstrong et al 2000, Earl et al 2001, Probst et Hagmaan 2003, Pimbert 2004, Neef 2005). Quel groupe(s) et quelle capacité(s) vise t on ? Surtout, pourquoi vise t on tel groupe plutôt qu'un autre, telle capacité plutôt qu'une autre ? Au regard du contexte, quelle modification durable pense t on ainsi obtenir et pourquoi considère t on cette modification comme bénéfique ?

Si des progrès conséquents ont été faits ces dernières années pour aider à une démarche mieux définir ses effets (Lilja et Ashby 1999, Innes et Booher 1999, Lilja et al 2001), il est toujours aussi difficile aujourd'hui de distinguer les points de vue et objectifs sociaux des différentes démarches, donc de comprendre les conditions adéquates de leur usage, leurs différences et leur complémentarité vis-à-vis d'un contexte social donné. En particulier, une question délicate, souvent occultée, concerne la formalisation des différentes perceptions possibles des enjeux d'empowerment, autrement dit des différentes convictions idéologiques qui sous tendent chaque cadre d'intervention (Forester 1982, Laird 1993, d'Aquino 2002, Teyssier *et al* 2005, Stringer et al 2006). Or, face à la diversité des positionnements possibles et devant la complexité des mécanismes sociaux en jeu (Olivier de Sardan 1992, Agrawal et Gibson 1999, Lavigne-Delville et al 2000, Rao et Walton 2004), il est difficile de positionner clairement une démarche sans ces éléments, à l'origine du type de participation et des outils qu'elle a choisis : pourquoi choisir de renforcer telle capacité chez un certain profil d'agriculteurs, ou plutôt telle autre chez un certain type d'élus locaux, ou plutôt telle autre chez certains techniciens ? Quel type de partage de la décision a moyen et long terme est il ainsi visé ? En d'autres termes, quelle stratégie d'empowerment et quelle justification à cette stratégie par rapport à un contexte donné ? Formaliser des réponses construites et réfutables, donc comparables, permettra de mieux positionner mutuellement les différentes démarches, dans la perspective d'un objectif global d'empowerment, toujours complexe et multi facettes. En effet, l'évaluation des effets des démarches restera toujours incertaine tant que ne sera pas effectuée cette formalisation préalable des enjeux spécifiques d'empowerment pour lesquels chaque démarche a été construite (Webler 1999, Earl et al 2001, Pimbert 2004). Ainsi, les analyses

comparatives menées jusqu'ici se contentent le plus souvent de typologies des différentes variantes méthodologiques, qui fournissent peu d'éléments pour la distinction des points de vue sur l'empowerment à l'origine de ces constructions méthodologiques[9] et pour l'évaluation de leur pertinence par rapport à un contexte social et politique donné. Certaines, en identifiant des critères de qualité[10], proposent même leur propre échelle de valeurs et prennent donc partie pour l'une des perceptions de l'empowerment, alors que les objectifs et les formes d'intervention possibles sont fortement dépendants de chaque contexte. Plutôt que de chercher à définir quelle serait la panacée des démarches participatives ou des échelles d'empowerment, il nous parait plus utile aujourd'hui de préciser pour chaque approche les enjeux sociaux qu'elle perçoit puis vise, pour lesquels elle se sent efficace et peut être évaluée, et ceux qu'elle ne retient pas, pour lesquels elle ne peut être ni utile ni condamnée.

L'un des enjeux aujourd'hui est donc de proposer un support permettant de mieux formaliser le positionnement de chaque démarche impliquant les acteurs vis-à-vis de son contexte social d'intervention. C'est un cadre d'analyse qui serait utile à la fois au concepteur ou au praticien souhaitant préciser (aux autres ou à soi-même) sa position et ses objectifs spécifiques vis-à-vis des enjeux sociaux, et à des évaluateurs souhaitant clarifier les spécificités, les complémentarités et les limites particulières que se fixent les différentes démarches. Ce cadre commun permettrait ainsi à chaque forme d'intervention participative de définir de façon plus explicite et argumentée une position par rapport au contexte social, qui soit stratégiquement cohérente et scientifiquement réfutable et comparable :

- Cela permettrait d'améliorer la rigueur et l'efficacité dans la mise en œuvre d'une démarche donnée, en aidant le concepteur à mieux formaliser les enjeux de sa démarche[11] et à concentrer ensuite les praticiens, ainsi que l'évaluation, sur ceux-ci[12];

- Cela permettrait de repérer dans la diversité des démarches et des contextes quels éléments pragmatiques de réponse aux différentes critiques (cf. document précédent) chaque démarche peut apporter et quelles limites elle se fixe, donc de mieux cibler quelle démarche est mieux adaptée à une intervention donnée, en fonction des enjeux spécifiques du contexte;

- Cela permettrait enfin de clarifier les spécificités et les complémentarités possibles entre approches.

---

[9] Type de partage de la décision recherché à terme, processus sociologique choisi pour y parvenir, stratégie pour insérer les évolutions dans le contexte socio politique,…

[10] Type de partage de pouvoir, de transfert de savoir,…

[11] Les travaux de sociologie critique sur la participation insistent depuis plus de dix ans sur l'importance d'une meilleure connaissance du contexte social et de sa complexité. Mais la connaissance de ce contexte implique pour l'instant des études lourdes et longues que peu de programmes peuvent se permettre et qui doivent de plus être renouvelées dans chaque nouveau contexte. De plus, ces analyses sociologiques doivent être menées avec une extrême rigueur pour produire des éléments suffisamment objectifs et tangibles afin de conseiller efficacement une intervention : il existe très peu d'analyses d'un contexte social qui ne soient pas subjectives, parce que tout contexte social est soumis à diverses interprétations possibles. De même, l'enjeu de toute intervention est lui aussi toujours "subjectif" : c'est un *choix* de valeurs en faveur d'enjeux *considérés* fondamentaux, que l'on contextualise ensuite pour répondre à une analyse *particulière* du contexte d'intervention. Il ne s'agit donc pas ici de produire une analyse anthropologique longue et lourde, d'autant plus qu'il serait très difficile de parvenir à dénouer totalement les réseaux sociaux complexes qui constituent une société, mais de présenter de façon formelle et comparable la perception des enjeux du contexte social qui motivent chaque intervention

[12] Une explicitation du positionnement qui est aussi utile pour faciliter la reproduction de la démarche à plus grande échelle (cf. scaling up).

II. Une première étape : préciser les modifications du contexte initial qui sont poursuivies.

La première étape de cette formalisation progressive est alors de mieux définir les hypothèses sociales à l'origine du choix des populations cibles et des participants aux ateliers. Entre animateurs techniques et leaders locaux, entre usagers et gestionnaires, entre leaders naturels et groupes marginalisés, entre société civile et autorités locales, entre démocratie et tradition, il n'y a pas de candidat parfait. Le milieu politique, les institutions d'appui, la société civile, la communauté traditionnelle comme les groupes défavorisés sont tous organisés en fonction de hiérarchies et de structures qui peuvent scléroser la distribution du pouvoir et entraver la démocratisation de la société (Lavigne-Delville et al 2000, Froger et al 2005). Certaines équipes préfèrent alors se fier aux structures informelles et conviviales qu'elles suscitent, en suggérant qu'elles échappent aux structurations sociales de la société et en espérant qu'elles soient représentatives et légitimées par les populations. D'autres préfèrent appuyer les structures politiques et institutionnelles pour organiser un changement durable et à grande échelle, en s'appuyant sur les partisans du changement à l'intérieur des institutions (Fox 1990, D'aquino 2002b)[13]. D'autres enfin supportent directement les plus marginalisés, dont les modes de fonctionnement interne ne sont pas automatiquement plus démocratiques et équitables (Borrini-Feyerabend et al 2004).

En fait, il y a toujours dans le choix des populations cibles et des participants une tension sous jacente, entre d'un côté la volonté de soutien à des individus marginalisés et d'un autre le désir de renforcer les pouvoirs des communautés locales, qui produisent pourtant en partie cette marginalisation. En définitive, les options retenues dépendent d'une perception en partie instinctive[14], alors qu'une analyse plus réfléchie aiderait à présenter une position plus raisonnée, donc plus solide et évaluable. Ainsi, lorsque l'on observe avec un intervenant le profil des participants qu'il a rassemblés dans un atelier, on peut souvent s'apercevoir que certains ne paraissent pas utiles par rapport à l'objectif qu'il affiche pour l'atelier : par exemple des élus locaux sont invités à un atelier alors que l'objectif ressenti par l'intervenant est de sensibiliser les usagers locaux, pas les élus, à une meilleure préservation des ressources. Dans cet exemple là, l'intervenant n'identifie pourtant pas au premier entretien le besoin de faire échanger l'élu et les populations. Pourtant, après analyse des profils des participants invités, il finit par s'apercevoir qu'en invitant des élus, il avait effectivement déjà en tête, de façon inconsciente, de débuter un processus de concertation entre élus et usagers. Ce qui implique qu'il aurait dû pour définir sa liste de participants se poser une question différente : qui est il utile de faire participer pour initier un processus durable de gestion concertée, et non pas un simple diagnostic participatif avec des usagers ? Quels acteurs et responsables locaux doivent être associés, et à quelle étape, pour faciliter l'émergence puis l'intégration de ce type d'innovation sociale ? De là l'intérêt de débuter une démarche progressive de cadrage stratégique par un premier niveau de formalisation, sur la perception sociale à l'origine du choix des participants et des populations cibles. C'est notre première étape d'explicitation des objectifs sociaux sous jacents et de la "scène" de concertation que l'on vise à terme, parfois inconsciemment.

---

[13] Exemples : aux Philippines, où la participation dans la gestion de périmètres irrigués s'est propagée aux états voisins (Korten 1995) et au Mexique, pour la structuration de la commercialisation des petits producteurs (Fox 1990) et le renforcement de l'influence des organisations communautaires au niveau des politiques régionales (Blauert et Dietz 2004).

[14] Cela peut alors amener à des positions ambiguës, qui défendent à la fois l'équité démocratique et des structures traditionnelles toujours hiérarchisées, ou bien qui poursuivent le renforcement d'un groupe marginalisé tout en valorisant l'organisation sociale locale qui en est en partie responsable.

Ainsi, vis-à-vis des participants, on peut distinguer trois grands objectifs possibles : leur transférer une information, un savoir faire, une tâche[15]. Ensuite, les objectifs d'empowerment vont se différencier en fonction des deux types différents de processus de concertation qui peuvent être visés : il peut s'agir d'améliorer les pratiques des acteurs qui pilotent un processus ou de donner à des acteurs exclus les moyens de s'introduire dans un processus de concertation. Ainsi, lorsque l'on cherche par exemple à améliorer la connaissance de populations cibles sur des enjeux environnementaux, c'est souvent pour modifier leurs propres pratiques; il s'agit donc de processus de décision qu'elles maîtrisent et dont elles ne sont pas exclues. Au contraire, on peut par exemple chercher à transférer à des acteurs une connaissance de la cartographie, pour les faire intervenir dans un processus de concertation sur l'aménagement du territoire duquel ils étaient exclu. Il y a donc deux positionnements possibles des acteurs ciblés par rapport au processus de concertation en jeu : partie prenante ou exclue. La stratégie, les outils, et les limites de l'intervention participative y seront différents.

Cette distinction interne/externe est de plus utile pour identifier plus clairement quelles formes de populations "défavorisées" sont ciblées. En effet, la notion de groupe défavorisé est relative. Elle dépend d'abord du niveau de résolution sociale : ainsi à une certaine échelle, les populations sahéliennes sont un groupe défavorisé; mais en leur sein, les populations d'éleveurs sont souvent plus défavorisées; parmi elles, les femmes constituent un groupe particulièrement défavorisé, qui contient lui-même des sous groupes plus défavorisés (jeunes femmes), parmi lesquels les jeunes femmes de statut social inférieur sont elles-mêmes plus défavorisées. La notion de groupe exclus est donc relative à un processus de décision spécifique (allocation des ressources naturelles, accès aux soins, liberté de s'exprimer,...) et à un niveau de résolution donné (famille, commune, ethnie, sous région,...)[16]. La plupart des populations cibles possibles sont donc le plus souvent à la fois responsable d'un processus de décision marginalisant certains groupes et elles-mêmes défavorisées dans un processus de décision plus englobant. Il n'y a donc pas de définition unique de groupe défavorisé qui permettrait de juger de façon absolu de la valeur sociale d'une démarche participative et dans chaque cas il est nécessaire de définir précisément l'analyse à l'origine de ses choix : dans quel contexte et quel type de processus de décision considère t on cette population marginalisée ? Cela permet d'évacuer de l'analyse la fausse image d'homogénéité de la communauté, du village, et même de la société civile (Stéphanie Treillet *in* Froger 2005), tout groupe social étant soumis à des relations sociales complexes produisant des groupes de statuts différents.

La deuxième étape de la clarification des enjeux sociaux peut donc être formalisée par un tableau combinant ces deux premières typologies : d'informer à transférer une nouvelle tâche et de processus interne à externe. Les différents travaux de ces dernières années sur les procédures d'implication des populations (participation, décentralisation, gouvernance, "accountability"[17] capital social[18], "empowerment", démocratie délibérative, interactive decision making,,..) confirment cette distinction entre aider une population cible à intégrer un processus de concertation dont elle exclue et l'aider à améliorer les processus de concertation

[15] Une nouvelle responsabilité, un nouveau droit, une nouvelle compétence,…

[16] Cf. l'expression de Pozzini et Kapoor (2005, vi), "*downward* accountability".

[17] Contrôle citoyen de l'action publique. Idée selon laquelle ceux qui exercent le pouvoir à quelque niveau que ce soit (gouvernants, élus, nommés,...) ont l'obligation de rendre compte de leur action à leurs mandants (les citoyens) et de leur fournir la preuve de la conformité de leur action aux normes morales ou juridiques qui doivent la régir (Benh 2001, Goetz et Gaventa 2001, Wagle et Shah 2003, Mansuri et Rao 2004, Malena et al 2004). Ce terme est maintenant traduit en français par imputabilité.

[18] "Social capital refers to norms and networks that enable collective capacity in a community, that expects to expand the depth and range of communities' social networks" (World Bank 2005a).

qu'elle contrôle,y compris pour influencer de façon plus efficace les pouvoirs englobants. Ces travaux permettent aussi de préciser les objectifs qualitatifs que l'on peut ensuite poursuivre vis-à-vis de ces processus. Ainsi, pour une meilleure implication dans les processus externes, des procédures institutionnelles permettant aux populations de contrôler les décisions prises par les responsables sont indispensables : ce sont l'imputabilité[19] sociale (Malena et al 2004), les méthodes participatives de budgétisation (Navarro 1998, Santos et Sousa 1998) ou de suivi évaluation. D'autres travaux, sur la "bonne gouvernance", vont plus loin, avec des populations qui influencent les politiques publiques plus en amont, en s'impliquant directement au sein des processus de décision (Human et Zaaiman 1996, , Bruch et Filbey 2002, Institute of Governance 2002, Wagle et Shah 2003). Cela implique alors le développement de nouvelles capacités, pour s'impliquer efficacement dans le processus. Cela signifie aussi des évolutions dans les formes institutionnelles de participation, qui ne sont plus une faveur accordée aux populations[20] mais un processus obligatoire contrôlé par les populations[21] (Goetz et Gaventa 2001). Il apparaît donc important au niveau de chaque démarche participative de localiser précisément l'étape du processus de décision à laquelle vont être associées les groupes exclus, pour mieux qualifier le niveau d'empowerment visé.

En ce qui concerne les processus internes, il apparaît plus efficace pour réussir leur évolution d'y associer les pilotes de ce processus, même si l'on cherche à renforcer certains groupes sociaux en partie défavorisés par le processus (Harnmeijer et Waters Bayer 1999, Vernooy et Mc Dougall 2003, Gonsalves et al 2005). On peut alors viser d'une part des améliorations qualitatives de la technicité des concertations, pour une meilleure prise en compte des enjeux de durabilité, en accroissant les capacités de diagnostic, de projection, de régulation,… (Przeworski 1991, Rowlands 1997, Fine 1999, Crook et Manor 2000, Bruch and Filbey 2002, Hagmmann 2002, Institute of Governance 2002, World Bank 2002, Kumar et Kapoor 2003).

On peut aussi viser une amélioration qualitative de la forme même de la concertation[22], pour une meilleure prise en compte des points de vue et des opinions des différents groupes sociaux[23] (Rousseau 1995, Daniels et Gregg 1996, Forester 1999, Holmes et Scoones 2000, Koppenjan et Klijn 2000, Pimbert et Wakeford 2001 et 2004, Edelenbos et Klijn 2005). Certains souhaitent ainsi que les populations passent de bénéficiaires à faiseurs de politiques (Human et Zaaiman 1996, Bruch and Filbey 2002). C'est la démocratie délibérative, qui souhaite l'obtention des mêmes capacités et droits pour tous les groupes (Holmes et Scoones 2000, Pimbert et Wakeford 2001, Cornwall et Gaventa 2001, Calderon et Szukler 2004, Wakeford et Pimbert 2004).

---

[19] Cf supra la définition d'accountability.

[20] Lieux d'échanges où l'on est invité.

[21] Des espaces où l'on peut librement s'exprimer, se mobiliser, construire des alliances et où l'on peut voir émerger de nouvelles interactions du micro au macro.

[22] Cf. les méthodes d'apprentissage collectif pour acquérir les compétences nécessaires à ces véritables formes partenariales de processus de décision : cf. collaborative learning (Daniels et Gregg 1996), les "processus inclusifs et délibératifs" (Deliberative and inclusive processes: "DIPs") qui cherchent à intégrer toutes les catégories de populations (femmes, enfants,..) aux décisions sur la société, l'environnement et l'organisation de la vie économique (Forester 1999, Holmes et Scoones 2000, Pimbert et Wakeford 2001). A rapprocher aussi de l'*interactive decision-making* (Edelenbos et Klijn 2005, Koppenjan et Klijn 2000)

[23] "The careful consideration of the discussion of reason for and against, with the emphasis on previously excluded citizens. It enables participants to evaluate and re evaluate their positions in the light of different perspectives and new evidence" (Pimbert and Wakeford, 2001b).

Ces différents travaux permettent ainsi une meilleure explicitation des objectifs sociaux possibles au niveau qualitatif :

- accroître la présence de populations (trop exclues) dans les processus qu'elles ne gèrent pas[24], par :

  . plus d'information sur le processus;

  . plus de savoirs faire pour influencer les décisions;

  . plus d'implication à certaines étapes du processus de décision, en amont (participation délibérative) ou en aval (imputabilité);

  . plus de reconnaissance sur leurs droits à participer; ce dernier axe d'amélioration vise en fait les pilotes du processus, donc établit un lien avec les processus externes.

- améliorer les pratiques des populations (défavorisées) dans les processus de décision qu'elles gèrent, afin de renforcer la qualité de leurs décisions et accroître leur influence sur les pouvoirs englobants, par :

  . une information et des savoirs faire de plus grande qualité, pour une meilleure prise en compte des enjeux de durabilité;

  . une amélioration de la forme du processus de concertation, pour une meilleure prise en compte des enjeux d'équité;

  . plus de reconnaissance par les autres niveaux de décision : ce dernier axe d'amélioration considère en fait les populations cibles en tant qu'acteurs externes d'autres processus de décision plus englobants; on ré-aborde alors à nouveau les enjeux du premier point, sur les processus externes.

[24] Par exemple, le contrôle par une association d'usagers des décisions publiques sur leurs ressources naturelles, ou la participation à la décision des autorités concernant ces ressources.

III. Conclusion et perspective : avoir une procédure plus rigoureuse pour l'adaptation au contexte institutionnel.

Si l'on veut obtenir des changements durables, l'enjeu est aussi de réussir à se relier au contexte institutionnel local et supra local. En effet, de nombreux travaux ont noté que pour réussir leur intégration dans les politiques institutionnelles, les démarches participatives doivent changer d'échelle et prendre aussi en compte les interactions entre micro et macro. Pour parvenir à de véritables changements sociaux ou institutionnels à terme, il faut avoir des objectifs au delà d'opérations pilotes et réussir à relier les citoyens impliqués dans la démarche aux plus larges réseaux et dynamiques de changement (Holmes et Scoones 2001, World Bank 2002, Shah et Youssef 2002, Utting 2006). Nous savons maintenant qu'une simple participation "au champ" ("just in field") ne suffit pas pour intégrer durablement les innovations soutenues, qu'elle soit technique ou sociale, alors qu'elle exige pourtant de lourds investissements de la part des acteurs locaux, si elle n'est pas reliée à une véritable stratégie socio politique d'intervention prenant en compte les différents niveaux de décision du micro au macro (Sellamna 2000, Earl et al 2001, Agrawal 2003, Kumar 2003,, Kumar et Kapoor 2003).

L'influence des communautés locales est ainsi plus efficace lorsque l'on réussit à construire des liens avec les institutions nationales et les décideurs de politiques (Harnmeijer et Waters Bayer 1999, Vernooy et Mc Dougall 2003, Gonsalves et al 2005). Dans cette perspective, étant donné que les appuis à la gouvernance et à la décentralisation se préoccupent plutôt de réformes globales au niveau national (World Bank 2002a), une démarche participative peut être utile si elle propose une stratégie cohérente et contextualisée pour sa diffusion à partir du niveau local.

Voilà trois premiers axes de formalisation de nos positions qui aideront à comparer les différents enjeux possibles de nos démarches.

Liste de références bibliographiques

Abraham, A. and J.-P. Platteau (2004). Participatory development: where culture creeps. Culture and public action. V. Rao and M. Walton. Stanford, Stanford Social Sciences**:** 442.

Adorno, T. W., E. Frenkel-Brunswok, et al. (1950). The authoritarian personality. New York, Harper Row.

Agrawal, A. (2003). "Sustainable governance of common-pool resources: context, methods, and politics." Annual Review of Anthropology **32**: 243-262.

Agrawal, A. and C. C. Gibson (1999). "Enchantement and disenchantement: the role of community in natural resource conservation." World Development **27**(4): 629-649.

Alden Wily, L. and S. Mbaya (2001). Land, People and Forests in Eastern and Southern Africa at the beginning of the 21st century. The impact of land relations on the role of communities in forest future. Natural Ressources International. IUCN. Nairobi.

Alff, U., P. Ay, et al. (1999). "The end of participation? A contribution to the state of the discussion." Beraterinnen-News **1**: 17-19.

Antona, M. and D. Babin (2001). "Multiple Interest Accomodation in African Forestry Management Projects: Between Pragmatism and Theoretical Coherence." International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology **1**(3/4): 145-164.

Armstrong, J., F. Carden, et al. (2000). IMFNS outcomes assessment, IDRC.

Arnstein, S. R. (1969). "A ladder of citizen participation." Journal of the American Institute of Planners **35**: 216-224.

Aronoff, M. and V. Gunter (1994). "A pound of cure: facilitating participatory processes in technological hazard disputes." Society and National resources **7**: 235-252.

Arts, B. and P. Verschuren (1999). "Assessing political influence in complex decision-making: an instrument based on triangulation." International Political Science Review **20**(4): 411-424.

Asaro, P. M. (1996). Transforming Society by Transforming Technology: The Science and Politics of Participatory Design. Urbana, University of Illinois Press.

Ashby, J. A. (1991). Evaluating technology with farmers.

Ashby, J. A. (1991). Small Farmers' Participation in the design of technologies. Agroecology and Small Farm Development. M. A. Altieri and S. B. Hecht, CRC Press**:** 245-253.

Ashby, J. A., A. Braun, et al. (2000). Investing in farmers as researchers: experience with Local Agricultural Research Committees in Latin America, CIAT.

Babin, D. and A. Bertrand (1998). "Managing pluralism: subsidiarity and patrimonial mediation." Unasylva **49**: 19-25.

Balka, E. (1997). "Participatory Design in Women's Organizations: The Social World of Organizational Structure and Gendered Nature of Expertise." Gender, Work and Organizations **4**(2): 99-115.

Barber, B. (1984). Strong democracy: participatory politics for a new age. Berkeley, University of California Press.

Baume, E., M. Juarez, et al. (2001). Gender and health equity resource guide. Brighton, Institute of Development Studies.

Baun, R., B. Baker, et al. (1996). Sustainable communities checklist., University of Washington, Northwest Policy Center, Seattle.
Becker, H. A. and F. Vanclay The international handbook of social impact assessment. Conceptual

and methodological advances., Edward Elgar Publishing

Becker, J. (2004). "Making sustainable development evaluations. Work in."

Beetham, D., S. Vracking, et al. (2001). Handbook on democracy assessment. The Hague, Kluwer Law International.

Benh, R. (2001). Rethinking democratic accountability. Washington, Brookings Institute.

Beuret, J. E. (2005). La conduite de la concertation pour la gestion de l'environnement et le partage des ressources, INRA, L'Harmattan.

Bhasin, K. (1998). Are we on the right track? Report of a workshop on participatory evaluation. Knowledge shared: participatory evaluation in development cooperation. West Hartford, Kumarian Press Inc**:** 85-94.

Bierschenk, T. (1998). "Development Project as arenas of negociation for strategic groups." Sociologia Ruralis **2-3**: 146-160.

Biggs, S. (1989). Resource-poor farmer participation in research: a synthesis of experiences from international agricultural research systems. La Hague, ISNAR.

Bingham, G. (1986). Resolving environemental disputes: a decade of experiences., Conservation Foudation, Washington DC.

Blauert, J. and J. Dietz (2004). Of dreams and shadows. The case of the Mexican regional sustainable development programme, IIED, IDS.

Boal, A. (1992). Games for Actors and Non-Actors. London, Routledge.

Boiral, P., J. F. Lanteri, et al. (1985). Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développemen rural., CIFACE, Karthala, Paris.

Boltanski, L. and L. Thévenot (1989). De la justification: les économies de grandeur. Paris, Gallimard.

Boon, T. E. (1999). Five analytical frameworks for analysing public participation. Regional forest programmes: a participatory approach to support forest based regional development.

Borrini-Feyerabend, G., A. Kothari, et al. (2004). Indigenous and local communities and protected areas. Towards equity and enhanced conservation., IUCN.

Borrini-Feyerabend, G., M. Pimbert, et al. (2004). Sharing Power. Learning by doing in co-management of natural resources throughout the world. Cenesta, Tehran, IIED, IUCN/CEESP/CMWG.

Bourdieu, P. (1980). "Le capital social: notes provisoires." Actes de la Recherche en Sciences Sociales **31**: 2-3.

Bourdieu, P. (1980). Le sens pratique. Paris, Minuit.

Bourdieu, P. (1992). Pour une anthropologie réflexive. Paris, Le Seuil.

Bourdieu, P. (1994). Raisons pratiques. Sur une théorie de l'action. Paris, Seuil.

Bourdieu, P. (2000). Propos sur le champ politique. Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

Bousquet, F., G. Trebuil, et al. (2005). Companion modeling and multi-agent systems for integrated naturel raseource management in Asia. Los Banos, IRRI.

Brewer, G. D. (1986). Methods for synthesis: policy exercises. Sustainable development of the biosphere: themes for a research program. Clark. and Munn. Cambridge, Cambridge University Press**:** 5-48.

Brewer, M. B. and D. T. Campbell (1976). Ethnocentrism and inter group attitudes: East African evidence. New York, Sage.

Bruch, C. and M. Filbey (2002). Emerging global norms in public involvement. The new "Public": the globalisation of Public Participation. C. Bruch. Washington DC, Environmental law Institute.

Brunson, M. W. (2000). "Observing vs. doing: a researcher learns about collaboration." Chron.Commun. **4,**(2): 47-52.

Calderon, F. and A. Szmukler (2004). Political culture and development. Culture and public action. V. Rao and M. Walton. Stanford, Stanford Social Sciences**:** 442.

Candler, W. and N. Kumar (1998). The Dairy revolution: the impact of dairy developpement in India and the World Bank's contribution., OED Study Series, World Bank, Washington DC.

Carpenter, S. R. and L. H. Gunderson (2001). "Coping with collapse: ecological and social dynamics in ecosystem management." BioScience **51**: 451-457.

Carr, D. S. and K. Halvorsen (2001). "An evaluation of three democratic, community-based approaches to citizen participation: surveys, conversations with community groups, and community dinners." Society and Natural resources, **14**: 107-126.

Carr, D. S., S. W. Selin, et al. (1998). "Managin public forest: understanding the role of collaborative planning." Envir.Manag., **22**(5): 767-776.

Carrol, J. (1991). Designing Interaction: Psychological theory at the human-computer interface. New York, Cambridge University Press.

Carrol, J. (1995). Scenario-Based Design. New York, John Wiley & Sons.

Cefai, D. (2000). "La construction des problèmes publics: définition de situations dans les arènes publiques." Journal Réseaux.

Chambers, R. (1994). "The origins and practice of Participatory Rural Appraisal." World Development **22**(7): 953-969.

Chambers, R. (1994). "PRA: Challenges, potentials and paradigm." World Development **22**(10): 1437-1454.

Chauveau, J. P. (1994). Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie du développement. Les associations paysannes en Afrique. J. P. Jacob and P. Lavigne-Delville. Paris, APAD, Karthala**:** 221-234.

Chogull, M. and B. Guaraldo (1996). "A ladder of community participation for underdeveloped countries." Habitat International **20**(3): 431-444.

Clarke, S. E. (1995). "Institutional logic's and local economic development: a comparative analysis of eight American cities." Intern Jrnl of Urb and Reg Plan. **4**: 513-533.

Cleaver and F. (1999). "Paradoxes of participation: questioning participatory approaches to developpement." Journal of Intern Developpement **11**: 597-612.

Coglianese, C. (1999.). "The limits of consensus." Environnement **41**(3): 28-33.

Conley, A. and M. A. Moote (2003). "Evaluating Collaborative Natural Ressource Management." Society and Natural resources, **16**: 371-386.

Conroy, C., A. Sutherland, et al. (1999). Conducting farmer participatory research: what, when and how. Decision-tools-for-sustainable-development. N. R. Institute. Chatham, Natural Resources

Institute.

Corniaux, C., P. D'Aquino, et al. (2003). Towards an adaptation of rangelands management and scientists interventions in a new agro-pastoral context. Case study in rice-based farming systems in the Delta of Senegal River. VIIème International Rangeland Congress, Durban.

Cornwall, A. and J. Gaventa (2000). "From users and choosers to makers and shapers: repositioning participation in social policy." IDS Bulletin **31**(4): 50-62.

Cornwall, A. and J. Gaventa (2001). "Bridging the gap: citizenship, partnership and accountability.Deliberative democracy and citizen empowerment." PLA notes **40**: 32-35.

Crook, R. and J. Manor (2000). Democratic decentralization. Washington DC, World Bank.

Crozier, M. and E. Friedberg (1977). L'acteur et le système., La seuil, Paris.

d'Aquino, P. (1998). "Quels choix fonciers en zone agropastorale sahélienne?" Tiers-Monde **39**(153): 175-188.

d'Aquino, P. (2001). "Ni planification locale, ni aménagement du territoire: pour une nouvelle approche de la planification territoriale." Géographie, Économie, Société **3**(2): 279-299.

d'Aquino, P. (2002). Accompagner une maîtrise ascendante des territoires. Prémisses d'une géographie de l'action territoriale. Département de Géographie. Aix en Provence, Université d'Aix Marseille. **HDR:** 323.

d'Aquino, P. (2002). Gestion décentralisée de territoire: pour une animation inter institutionnelle plutôt qu'un appui direct à la planification locale. L'Europe et le Sud à l'aube du 21ème siècle: enjeux et renouvellement de la coopération.Actes de la 9ème Conférence générale de l'Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en matière de développement, Paris, EADI.

d'Aquino, P. (2002). "Le pouvoir plutôt que la participation. Les principes d'une nouvelle approche de la planification territoriale décentralisée." Géographie, Economie, Société **4**(1): 57-68.

d'Aquino, P., R. Brunet, et al. (2002). "Débat: le local, le territoire et la planification ascendante." L'Espace Géographique **1**: 38-49.

d'Aquino, P., C. Le Page, et al. (2002). "A novel mediating participatory modeling: the "self-design" process to accompany a collective decision-making." International Journal of Agriculture and Ressources Goverrance and Ecology (IJARGE) **2**(1): 59-74.

d'Aquino, P., C. Le Page, et al. (2003). "Using self-designed role-playing games and a multi-agent system to empower a local decision-making process for land use management: The SelfCormas experiment in Senegal." Journal of Artificial Societies and Social Simulation **6**(3).

d'Aquino, P. and S. M. Seck (2002). "Et si les approches participatives étaient inadaptées à la gestion décentralisée de territoire?" Géocarrefour **76**(3): 233-240.

d'Aquino, P., S. M. Seck, et al. (1999). "Irrigation et développement régional: dix ans d'actions sur le fleuve Sénégal pour une planification régionale et décentralisée." Cahiers de la Recherche-Développement **45**: 77-84.

d'Aquino, P., S. M. Seck, et al. (2002). "Un SIG conçu par les acteurs: l'opération POAS au Sénégal." L'Espace Géographique **1**: 23-37.

d'Aquino, P., S. M. Seck, et al. (2002). " L'acteur avant l'expert: vers des systèmes d'information territoriaux endogènes. Résultats d'une expérience de cinq ans au Sénégal." Natures, Sciences, Sociétés **4**.

d'Estree, T. P. and B. G. Colby (2000). Guidebook for analysing success in environmental conflict resolution cases., Institute for Conflict Analysis and Resolution,George Madison University, Fairfax.

Dahl-Ostergaard, Y., D. Moore, et al. (2003). Community-Driven rural developpement: What have we learned? Inter-American developpement bank sustainable developpement departement technical paper series., Washington DC.

Daniels, S. E. and W. B. Gregg (1996). "Collaborative learning: improving public deliberation in ecosystem-based management." Envir. Impact Asses. Rev. **16**: 71-102.

Das Gupta, M., H. Grandvoinnet, et al. (2000). State community synergies in development policy. Washington DC, World Bank.

Das Gupta, M. and I. Serageldin (1999). Social capital: a multifaceted perspective. Washington DC, World Bank.

Das Gupta, S. (1996). "A Decision Support System for Architects Based on Participatory Tools for Community Design." Environment and Urbanization **8**: 201-212.

Davies, R. and J. Dart (2005). The most significant change technique. A guide to its use., Care International, OXFAM.

Desai, V. (1996). "Access to power and participation." Third World Planning Review **18**(2): 217-242.

Douthwaite, B., J. M. Ekboir, et al. (2004). The concept of Integrated Natural Resource Management (INRM) and ist implications for developing evaluation methods. Natural resource management in agriculture: methods for asessing economic and environmental impacts. B. Shiferaw, H. A. Freeman and S. M. Swinton**:** 321-339.

Douthwaite, B., T. Kuby, et al. (2003). "Impact pathway evaluation: an approach for achieving and attributing impact in complex systems." Agricultural systems **78**(2): 243-265.

Duane, T. P. (1997). "Community participation in ecosystem management." Ecology Law Quaterly **24**(4): 771-797.

Duchrow, A. (2000). L'efficacité des méthodes participatives dans les activités de planification en Albanie., in Lavigne et al 2000.

Earl, S., F. Carden, et al. (2001). Outcome Mapping. Building Learning and Reflection into Developement Programes.

Edelenbos, J. and E.-H. Klijn (2005). "Managing stakeholder involvement in decision making: a comparative analysis of six interactive processes in the Netherlands." Journal of Public Administration Research and Theory **16**(3): 417-446.

Edmunds, D. and E. Wollemberg (2001). "A Strategic Approach to Multistakeholder Negociations." Development and Change **32**(231-253).

Edmunds, D. and E. Wollemberg (2002). Disadvantaged groups in multistakeholder negotiations. Bogor, CIFOR.

Estrella, M., J. Blauert, et al. (2000). Learning from change. Issues and experiences in participatory monitoring and evaluation.

Estrella, M. and J. Gaventa (1998). Who counts reality?Participatory monitoring and evaluation: a literature review., IDS Working Paper.

Eyben, R. and S. Ladbury (1995). Popular participation in aid-assisted projects: why more in theory than practice? Power and participatory developpement theory and pratice. J. M. Nelson and Wright, Intermediate Technology Publications.

Farrel, A. and M. Hart (1998). "What does sustainability mean?" Environnement **49**(9): 26-31.

Farrington, J. (1998). Farmers' participation in agricultural research and extension: lessons from the last decade, ODI.

Faysse, N. (2006). "Troubles on the way: an analusis of the challenges faced by multi-stakeholders platforms." Natural resources Forum **30**: 219-229.

Felicio, M. and I. John-Abraham (2004). Peru: towards a system of social accountability., Civil Society team, Latin and Caribbean Region.

Fetterman, D. M. (2001). Foundations of empowerment evaluation, SAGE.

Fetterman, D. M., Kaftarian, et al. (1996). Empowerment evaluation knowledge and tools for self-assessment and accountability.

Fine, B. (1999). "The developpement state is dead-long live social capital?" Developpement and change **33**: 1-19.

Finn, K. and J. Simonsen (1997). "Using ethnography in contextual design." Communications of the ACM **40**(7): 82-88.

Fiorino, D. J. (1990). "Citizen participation et environmental risk: a survey of institutional mechanisms." Science, Technology & Human Values **15**(2): 226-243.

Fisher, R., W. Ury, et al. (1991). Getting to yes: negotiating agreement without giving in. New York, Penguin.

Forester, J. (1982). "Planning in the face of power." Journal of the American Planning Association: 6è-80.

Forester, J. (1999). The deliberative practitionner. Cambridge, MIT Press.

Fox, J. (1990). "The challenge of rural democratization." Journal of Development studies **26**(4).

Freire, P. (1968). Pedagogy of the oppressed. New York, The Seabury Press.

Freire, P. (1973). Education for critical consciousness. New York, Continuum Publishing Company.

Friedberg, E. (1993). Le pouvoir et la règle. Dynamique de l'action organisée. Paris, Seuil.

Froger, G., C. Mainguy, et al. (2005). Quels acteurs pour quel développement? Paris, GEMDEV-Karthala.

Fung, A. and E. O. Wright (2003). Deeping democracy: institutional innovations in empowered participatory governance., National University of Colombia Press.

Funtowicz, S. O., J. Martienez-Alier, et al. (1999). Information tools for environmental policy under conditions of complexity. Luxembourg, European Communities.

Funtowicz, S. O. and J. R. Ravetz (1994). "Emergent complex systems." Futures **26**: 568-582.

Galasso, E. and M. Ravaillon (2000). "Local knowledge vs.local accountability?" Decentralized targeting of an anti-poverty program World Bank, Developpement Research Group, Washington DC.

Gaventa, J. (2002). "Exploring citizenship, participation and accountability." IDS Bulletin **3**(2).

Germann, D., E. Gohl, et al. (1996). Participatory impact monitoring. Four booklets., GTZ.

Gibson, C. C. and S. A. Marks (1995). "Transforming rural hunters into conservationists: an assessment of community-based wildlife management programs in Africa." World Development **23**(6): 941-957.

Goetz, A. M. and J. Gaventa (2001). Bringing citizen voice and client focus into service delivery. Brighton, Institue of Development Studies.

Goetz, A. M. and R. Jenkins (2001). "Hybrid forms of accountability: citizen engagement in institutions of public sector oversight in india." Public Management Review, **3**(3): 363-383.

Goffman, E. (1979). La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public. Paris.

Gonsalves, J., T. Becker, et al. (2005). Participatory research and development for sustainable agriculture and natural resource management. A sourcebook., CIP-UPWARD, IDRC, IFAD

Greenbaum, J. and M. Kyng (1991). Design at Work: Cooperative Design of Computer Systems. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates.

Hagmann, J., E. Chuma, et al. (2002). "Success factors in integrated natural resource management R&D – Lessons from practice." Conservation Ecology **5**(2): 29.

Hamilton, N. A. (1995). Learning to learn with farmers A case study on an adult learning project conducted in Queensland, Wageningen. **Ph.D**.

Harnmeijer, J., A. Waters Bayer, et al. (1999). Dimensions of participation in evaluation: experiences from Zimbabwe and the Sudan, IIED.

Harris, T. and D. Weiner (1998). "Empowerment, marginalization, and "community-integrated" GIS." Cartography and Geographic Information Systems **25**(2): 67-76.

Healey, P. (1997). Collaborative planning: shaping places in fragmented societies. London, MacMillan.

Hoddinott, J., M. Adato, et al. (2000). Participation and poverty reduction: issues, theory and new evidence from South Africa. Washington DC, IFPRI.

Holling, C. S., F. Berkes, et al. (1998). Science, sustainability and resource management. Linking social and ecological systems. Management practices and social mechanisms for building resilience. F. Berkes and C. Folke. Cambridge, Cambridge University Press.

Holmes, T. and I. Scoones (2000). Participatory environmental policy processes. Experiences from north and south. Brighton, IDS.

Horton, D., A. Alexaki, et al. (2003). Evaluating capacity development; experiences from research and development organizations around the world. The Hague, ISNAR.

House, F. (1999). "Totem salmon: life lessons from another species." Beacon Press, Boston.

Human, P. and A. Zaaiman (1996). Gérer pour l'auto-suffisance. Sur l'efficacité des organisations en Afrique. Dakar, Institut de Gorée.

Innes, J. E. and D. E. Booher (1999). "Consensus building and complex adaptive systems: a framework for evaluating collaborative planning." Journal of the American Planning Association **65**(4): 413-423.

Institute of Governance (2002). Governance principles for protected areas in the 21st century. Ottawa, Parks Canada.

Isham, J., D. Kaufmann, et al. (1997). "Civil liberties, democracy; and the perfomance of

gouvernement projects." World Bank Economic Review **11**(2): 219-242.

Jackson, E. T. and Y. Kassam (1999). Knowledge shared: participatory evaluation in developpement cooperation. West Harford, Kumarian Press.

Janssen, M. A. and E. Ostrom (2006). "Empirically based, agent-bases models." Ecology and Society **11**(2): 37 [on line].

Jimenez, E. and Y. Sawada (1998). Do community-managed schools work? An evaluation od El Salvador's EDUCO Program". Washington DC, World Bank.

Johnson, N., N. Lija, et al. (2000). Using participatory research and gender analysis in natural resource management: a preliminary analysis of the PRGA inventory, CIAT.

Jouve, B. (2006). "L'empowerment: entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement." Géographie, Economie, Société **8**: 5-15.

Katz, T. and J. Sara (1997). Making rural water supply sustainable: recommendations from a global study. Washington DC, United Nations Development Programme, World Bank.

Kaufmann, M. and H. Dilla Alfonso (1997). Communitu power and grassroots democracy. London, New Jersey, Zed Books.

Kenney, D. S. (1999). "Are community-bassed watersher groups really effective? Confronting the thorny issue of measuring success." Chron.Commun. **3**(2): 33-37.

Knack, S. and P. Keefer (1997). "Does social capital have an economic payoff? a cross-country investigation." Quaterly Journ of Economics: 1251-1288.

Kolb, D. A., J. S. Osland, et al. (1984). Organizational behaviour: an experiential approach, Prentice Hall.

Koppenjan, J. F. M. and E.-H. Klijn (2000). Interactive decision making and representative democracy: institutional collisions and solutions. Governance in Modern Society. O. van Heffen, W. J. M. Kickert and J. Thomassen. Dordrecht/Boston/London, Kluwer Academic Publishers**:** 109-134.

Korten, D. (1995). When corporations rule the world. West Hartford, Kumarian Press.

Krishna, A. (2001). "Moving from the stock of social capital to the flow of benefits: the role of agency." World Development **29**(6): 925-943.

Krishna, A. (2002). "Active social.Tracing the roots of developpement and democracy." Colommbia Univers.Press, New York.

Krishna, A., N. Uphoff, et al. (1997). Reasons for hope: instructive experiences in rural developpement., Kumarian, West Hartford CT.

Kumar, N. (2003). Community-Driven-Development: lessons from the Sahel. An analytical review. Washington DC, World Bank.

Kumar, N. and A. G. Kapoor (2003). Community-driven developement.A study methodology., Operation Evaluation Departement, World Bank.

Kumar, N., N. Saxena, et al. (2000). India:alleviating poverty through forest developpement., Evaluation Country Case Series, OED,World Bank.

La Porta, R., F. L. de Silanes, et al. (1997). "Trust in large organizations." American Economic Review **87**(2): 333-338.

Laird, F. N. (1993). "Participatory Analysis, Democracy, and technological Decision Making." Science,

Technology & Human Values **18**(3): 341-361.

Lammerink, M. P. and I. Wolffers (1998). Approches participatives pour un développement durable, Karthala, IRD.

Lavigne-Delville, P. (2000). L'illusion de tout découvrir au village:critique de l'empirisme dans les MARP. Les enquêtes participatives en débat. Ambition,pratiques,enjeux. Lavigne-Delville P. Sellamna N. E. Mathieu M.**:** 393-417.

Lavigne-Delville, P. and M. Mathieu (2000). Donner corps aux ambitions: le diagnostic participatif comme enjeu de pouvoir et comme processus social. Les enquêtes participatives en débat. Ambition,pratiques,enjeux. Lavigne-Delville P. Sellamna N-E Mathieu M.**:** 497-536.

Lavigne-Delville, P., N. E. Sellamna, et al. (2000). Les enquêtes participatives en débat. Ambition,pratiques,enjeux., GRET, Karthala, ICRA.

Lazarev, G. and M. Arab (2002). Développement local et communautés rurales. Approches et instruments pour une dynamique de concertation., Karthala.

Leach, M. (1991). "DELTA and village level planning in Sierra Leone: possibilities and pitfalls." RRA notes **11**: 42-44.

Leach, W. D. and N. W. Pelkey (2000). "Laking watershed partnerships work: a review of the empiral literature." Journal. Water Res. Plan. Manag., **127**(6): 378-385.

Lead Partnership Group (2000). "The Partnership Group identifies principales of community-based forestry." Lead Partnership Group Newsletter **4**(1): 1-2.

Leuwis, C. and A. W. Van den Ban (2004). Communication for rural innovation. Rethinking agricultural extension. Oxford, Blackwell publishing Ltd.

Levine, A. G. (1982). Love Canal: Science, Politics, and People. Lexington, Lexington Books.

Lewin, K. (1948). Resolving social conflicts. New York, Harper Cllins.

Leyens, J. P., V. Y. Yzerbyt, et al. (1994). Stereotypes and social cognition. London, Sage.

Lilja, N. and J. A. Ashby (1999). Types of participatory research based on locus of decision making. Cali, CGIAR.

Lilja, N., J. A. Ashby, et al. (2001). Assessing the Impact of Participatory Research and Gender Analysis, PRGA.

Lusthaus, C., M.-H. Adrien, et al. (2002). Organizational assessment. A framework for improving performance. Washington DC, Ottawa, Inter Amerian Development Bank, IDRC.

Lynam, T., F. Bousquet, et al. (2002). "Adapting science to adaptive managers: spidergrams, belief models, and multi-agent systems modeling." Conservation Ecology **5**(2): 2-24.

Malena, C., R. Forster, et al. (2004). Social accountability: an introduction to the concept and emerging practice. Washington DC., World Bank.

Mansbridge, J. (1980). Beyond adversarial democracy. Chicago, University of Chigago Press.

Mansuri, G. and V. Rao (2004). "Community-Based and -driven developpement: a critical review." World Bank Research Group **19**(1): 1-39.

March, J. G. and P. G. Olsen (1989). Rediscovering institutions. New York, The Free Press.

Martin, A. and J. Sherington (1997). "Participatory research methods - implementation,effectiveness

and institutional contexte." Agricultural Systems **55**(2): 195-216.

Mauss, M. (1960). "Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques." Sociologie et anthropologie.

Mc Allister, K. and R. Vernooy (2003). Action and reflection: a guide for monitoring and evaluating participatory research. Ottawa, IDRC.

Mc Dougall, C. and A. Braun (2003). Navigating complexity, diversity and dynamism: reflections on research for natural resource management. Managing natural resources for sustainable livehoods: Uniting science and participation. B. Pound and al. Ottawa, IDRC.

Mermet, L. (1992). Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme jeu de société? L'Harmattan.

Mermet, L., R. Billé, et al. (2005). "L'analyse stratégique de la gestion environnementale: un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement." Natures, Sciences, Sociétés **13**: 127-137.

Merrelyn, E. (1993). Participative Design for Participative Democracy. Canberra, The Australian National University.

Michener, V. J. (1998). "The participatory approach: contradiction and co-option in Burkina Faso." World Development **26**(12): 2105-2118.

Moiti-Maïzi, P. (2000). "Methodes et mécanismes participatifs dans un programme d'éco-développement." l'altérité à l'épreuve des faits.: 97-117.

Montgolfier (de), J. and J. M. Natali (1987). Le patrimoine du futur. Paros, Economica.

Moote, M. A., M. P. McClaran, et al. (1997). "Theory in practice: applying participatory democracy theory to public land planning." Envir.Manag., **21**(6): 877-889.

Narayan, D. (1995). The contribution of people's participation: evidence from 121 rural water supply projects. Washington DC, World Bank.

Narayan, D. and K. Ebbe (1997). The design of social funds – Participation, demand orientation, and local organizational capacity. Washington DC, World Bank.

Navarro, Z. (1998). "Participation, democratizing practices and the formation of a modern policy. The case of participatory budgeting in Porto Algere, Brazil." Development and Change **41**: 68-71.

Neef, A. (2005). Participatory approaches for sustainable land use in Southeast Asia. Bangkok, White Lotus.

Nelson, J. M. and S. Wright (1995). Power and participatory developpement theory and pratice. Bourton-on-Dunsmore, Intermediate Technology Development Group.

Nguinguiri, J.-C. (1998). "Approche participative et développement local en Afrique subsaharienne: faut-il repenser la forme contemporaine du modèle participatif?" Bulletin Arbres, Forêts et Communautés Rurales **15-16**: 44-48.

Nicolas, G. (1986). Don rituel et échange marchand dans une société sahélienne. Paris, Institut d'ethnologie.

Olivier de Sardan, J. P. (1992). "Populisme développementiste et populisme en sciences sociales: idéologie, action, connaissance." Cahiers d'Etudes Africaines **120**: 475-492.

Olivier de Sardan, J. P. and E. Paquot (1991). D'un savoir à l'autre. Les agents de développement

comme médiateurs., GRET, La Documentation française, Ministère de la Coopération.

Ollagnon, H. (1984). "Acteurs et patrimoine dans la gestion de la qualité des milieux naturels." Aménagement et Nature **74**.

Ollagnon, H. (1989). Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel. Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui. N. Mathieu and M. Jollivet, L'Harmattan.

Ostrom, E. (1989). Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action. London, Cambridge Univ. Press.

Ostrom, E. (1999). Social capital: a fad or a fundamental concept? Social capital: a multifaceted perspective. M. Das Gupta and I. Serageldin. Washington DC, World Bank.

Paulson, D. D. (1998). "Collaborative management of public rangeland in Wyoming: lessons in co-management." Prof. Geographer **50**(3): 301-315.

Pena, M. V. J. and P. V. da Cuhna (1997). The limits and merits of participation.

Perroux, F. (1960). Économie et société. Contrainte, échange, don. Paris, PUF.

Piaget, J. (1972). Épistémologie des sciences de l'homme. Paris, Gallimard.

Pimbert, M. (2004). Institutionalising participation and people-centered processes in natural resource management Research and publications highlights. London, Brighton, IIED, IDS.

Pimbert, M., V. Bainbridge, et al. (2000). Transforming bureaucracies: institutionalizing participation and people centred processes in natural resources management: an annotated bibliography. London, IIED.

Pimbert, M. and T. Wakeford (2001). Deliberative democracy and citizen empowerment. London, IIED.

Pimbert, M. and T. Wakeford (2003). "Prajateerpu, power and knowledge. The politics of participatory action research in development. Part 1. Context, process and safeguards." Action Research Series **1**(2): 184-207.

Pizzorno, A. (1986). Sur la rationalité du choix démocratique. Sur l'individualisme. P. Birbaum and J. Leca. Paris, Presse de la FNSP**:** 119-138.

Poisner, J. (1996). "A civic republican perspective on the National Environmental Policy Act's process of citizen participation." Environemental Law **26**: 53-94.

Pozzoni, B. and N. Kumar (2005). A review of the literature on participatory approaches to local development for an evaluation of the effectiveness of World Bank support for Community-Based and -Driven Developpement approaches. Washington, DC, World Bank.

Pretty, J. N. (1994). "Alternative systems of inquiry for a sustainable agriculture." Institute of Development Studies Bulletin **25**: 37-48.

Pretty, J. N. and H. Ward (2001). "Social capital and the environment." World Development **29**(2): 209-227.

Probst, K. (2002). "Participatory Monitoring and Evaluation: a promising concept in participatory research? Lessons for two cases studies in Honduras." Kommunikation und Beratung **49**.

Probst, K., J. Hagmaan, et al. (2003). Understanding participatory research in the context of natural resource management. Paradigms, approaches and typologies, ODI.

Putnam, R. (1993). Making democracy work: civic traditions in modern Italy, Princeton Univ Press.

Putnam, R. (2002). Democracies in flux: the evolution of social capital in contemporary society. New York, Oxford, Oxford University Press.

Rao, V. (2001). Community driven development. A brief review of the research, World Bank.

Rao, V. and M. Walton (2004). Culture and public action. Stanford, Stanford Social Sciences.

Ravindra, A. (2004). An assessment of the impact of Bangalore Citizen Report card on the performance of public agencies. Washington DC, World Bank Operations Evaluation Department.

Reijntjes, C., B. Haverkort, et al. (1995). Une agriculture pour l'avenir: une introduction à l'agriculture durable avec peu d'intrants externes. Paris, Karthala.

Rhoades, R. (1982). The art of the informal agricultural survey. Lima, International Potato Center.

Ribot, J. C. (1998). Decentralization, participation and accountability in sahelian forestry: legal instruments of political-administrative control. Workshop on environmental politics, Berkeley.

Ribot, J. C. (2001). "Integral local development: "accomodating multiple interests" through entrustment and accountable representation." International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology **1**(3/4): 327-350.

Ribot, J. C. (2002). African decentralization. Local actors, powers and accountability, UNRISD.

Ritchey--Vance, M. (1997). "Social capital, sustainability, and working democracy: new yardsticks for grassroots development." Grassroots development **20**(1): 3-9.

Ritzen, J., W. Easterly, et al. (2000). On "good" politicians and "bad" policies: social cohesion, institutions and growth. Washington DC, World Bank.

Rodrik, D. (1999). "Where did all the growth go? External shocks, social conflict, and growth collapses." Journal of Economic Growth **4**(4): 385-412.

Rölling, N. G. (1996). "Towards an interactive agricultural science." European Journal of Agricultural Education and Extension **2**(4): 35-48.

Rölling, N. G. and M. A. Wagemakers (1998). A new practice: facilitating sustainable agriculture. Facilitating Sustainable Agriculture: Participatory learning and adaptive management in times of environmental uncertainty. N. G. Röling and M. A. Wagemakers. Cambridge, Cambridge University Press**:** 3-22.

Rosenau, J. N. (1990). Turbulence in World Politics. A theory of change and continuity, Princeton Univ. Press.

Rosenau, J. N. (1992). Governance without government: order and change in world politics. New York, Cambridge Univ. Press.

Rousseau, D. (1995). La démocratie continue. Paris, Bruyant.

Santos, B. and De Sousa (1998). "Participatory budgeting in Porto Alegre: towards a redistributive democracy." Politics and Society **26**(4): 461-510.

Sauvé, R. and J. Watts (2003). "An analysis of IPGRI's influence on the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture." Agricultural Systems **78**: 303-327.

Schacht, J. (1973). Anthropologie culturelle de l'argent. Paris, Payot.

Schneider, H. (1999). "Participatory governance for poverty reduction." Journal of International Development **11**: 521-534.

Schuler, D. and A. Namioka (1993). Participatory Design: Principles and Practices; Perspectives on systems design. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates.

Scoones, I. and J. Thompson (1993). Challenging the populist perspective: rural people's knowledge, agricultural research and extension practice. Brighton, Institute of development Studies.

Selener, D. (1997). Participatory Action Research and Social Change. The Cornell Participatory Action Research Network. New York, Cornel University.

Selin, S. W., M. A. Schuett, et al. (2000). "Modelling stakeholders' perceptions of collaborative initiative effectiveness." Society Natural Resources **13**: 735-745.

Sellamna, N. E. (1999). Relativism in agricultural research and development: is participation a post-modern concept? London, Overseas Development Institute.

Sellamna, N. E. (2000). Du Rapid Rural Appraisal au Participatory Learning and Action: la participation a-t-elle besoin d'un paradigme scientifique? Les enquêtes participatives en débat. Ambition,pratiques,enjeux. P. Lavigne-Delville, N. E. Sellamna and M. Mathieu. Paris, GRET, Karthala, ICRA**:** 453-496.

Selznick, P. (1966). TVA and the grass roots. New York, Harper and Row.

Sen, A. (1999). Le développement comme liberté. New York, Alfred Knopf.

Senge, P. M. (1990). The Fifth Discipline: The Art and Practice of the Learning Organization.

Sennett, R. (1970). The use of disorder: personal identity and city life.

Shah, P. and D. Youssef (2002). Voices and choices at a macro level: participation in country-owned poverty reduction strategies. Washington DC, World Bank.

Shepherd, A. (1998). Participatory environmental management: contradiction of process, project and bureaucracy in the Himalayan foothills. Who changes? Institutionalizing participation in development. J. Blackburn and J. Holland. London, Intermediate Technology.

Sherif, M. (1967). Group conflict and cooperation: their social psychology. London, Routledge Kegan Paul.

Sing, J. and P. Shah (2003). Making services work for the poor: the role of participatory public expenditure management. Washington DC, World Bank.

Sipe, D. G. (1998). "An empirical analysis of environmental mediation." Journal American Planification Association **64**(3): 275-285.

Sipila, M. and L. Tyrvainen (2005). "Evaluation of collaborative urban forest planning in Helsinki, Finland." Urban Forestry and Urban Greening **4**(1): 1-12.

Smith, S. E., D. G. Willms, et al. (1997). Nurtured by knowledge. Learning to do participatory action research, IDRC.
Springer-Heinze, A., F. Hartwich, et al. (2003). "Impact pathway analysis: an approach to strengthening the impact orientation of agricultural research." Agricultural Systems **78**: 267-285.

Stern, N. (2002). A strategy for development. Washington DC, World Bank.

Stringer, L. C., A. J. Dougill, et al. (2006). "Unpacking "participation" in the adaptative management of social-ecological systems: a critical review." Ecology and Society **11**(2): 39 [on line].

Susskind, L., S. McKearnan, et al. (1999). The consensus building handbook. Thousands Oaks, Sage.

Sutherland, A. and A. Martin (2001). Dimensions of participation. Experiences, lessons and tips from

agricultural research practitionners in SUb Saharan Africa. Chatham, Natural Ressources Institute.

Tassin, E. (2001). Du village à la cite: la vertu politique et démocratique de l'espace public. Décentralisations: entre dynamiques locales et mondialisations. GEMDEV. Paris**:** 17-28.

Tersiguel, P. (1997). Développement durable au Sahel. Paris, Karthala.

Teyssier, A. (1995). "La gestion de terroir, a review of francophone concept, and a case-study of its application." The Rural extension bulletin **7**: 43-48.

Teyssier, O., K. Van Keer, et al. (2005). Giving or imposing the opportunity to participate? Reconsidering the meaning of success and failure of a participatory approach. Participatory approaches for sustainableland use in Southeast Asia. A. Neef. Bangkok, White Lotus Press**:** 129-148.

Thompson, D. F. (1970). The democratic citizen: social science and democratic theory in the twientyeth century. Cambridge, Cambridge University Press.

Thompson, J. (1995). "Participatory approaches in government bureaucracies: facilitating the process of institutional change." World Development **17**(7): 1033-1044.

Toth, F. L. (1988). "Policy exercises: objectives and design elements." Simulation & Games **19**(3): 235-255.

Toth, F. L. (1988). "Policy exercises: procedures and implementations." Simulation & Games **19**(3).

Turner, J. C. (1987). Rediscovering the social group. A self-categorization theory. Oxford, Blackwell.

Turner, J. C. (1991). Social influence, Open University Press.

Uphoff, N. and C. M. Wijayaratna (2000). "Demonstrated benefits from social capital: the productivity of farmer organizations in Gal Oya, Sri Lanka." World Development **28**(11): 1987-90.

Utting, P. (2006). Reclaiming Development Agendas: knowledge, power and international policy making. New York, United Nations.

van der Liden, J. (1997). "On popular participation in a culture of patronage: patrons and grassroots organization in a sites and services project in Hyderabad, Pakistan." Development and Change **9**(1): 81-90.

Venkatraman, A. and J. Falconer (1998). Rejuvenating India's decimated forests through joint action: lessons from Andhra Pradesh. Washington DC, World Bank.

Vernooy, R. and E. Fajber (2005). Making gender/social analysis work for natural resource management research: an umbrella program for building capacity for researchers. Ottawa, IDRC.

Vernooy, R. and C. Mc Dougall (2003). Principles for good pratice in participatory research reflecting on lessons from the field. Managing natural resources for sustainable livehoods: Uniting science and participation. B. Pound and al. Ottawa, IDRC**:** 113-141.

Wagle, S. and P. Shah (2003). Participatory approaches in budgeting and public expenditure management. Five cases studies, World Bank.

Waglé, S., J. Singh, et al. (2004). "Citizen report card surveys. A note on the concept and methodology." Social Development Notes **91**: 4.

Wakeford, T. and M. Pimbert (2004). "Prajateerpu, power and knowledge. The politics of participatory action research in development. Part 2. analysis, reflections and implications." Action Research Series **2**(1): 25-46.

Wassenich, P. and K. Whiteside (2004). Community Driven Development impact assessments study: optimizing evaluation design under constraints. Washington DC, World Bank.

Weber, J. (1992). Environnement, Développement et propriété. Une approche épistémologique. Environnement, développement, éthique. Fides. Montréal, Prades et Vaillancourt**:** 283-302.

Weber, J. and D. Bailly (1993). "Prévoir, c'est gouverner." Natures, Sciences, Sociétés **1**(1): 59-64.

Webler, T. (1999). "The craft and theory of public participation: a dialectical process." Journal of Risk Research **2**(1): 55-71.

Wheatley, M. J. (1999). Leadership and the new science: discovering order in a chaotic world, Berret-Koehler Publ. Inc.

Williams, E. M. and P. V. Ellefson (1997). "Going into partnership to manage a landscape." Journal Forestry **95**(5): 29-33.

Woolcock, M. (1998). "Social capital and economic development: toward a theoretical synthesis and policy framework." Theory and Society **27**(2): 151-208.

World Bank (1996). The World Bank Participation sourcebook. Washington DC, World Bank.

World Bank (2000). World development report 2000/2001: attacking poverty. Washington DC, World Bank, Oxford Univ. Press.

World Bank (2002). Empowerment and poverty reduction: a sourcebook. Washington DC, World Bank.

World Bank (2003). Le contrôle citoyen de l'action publique: une introduction au cencept et son application opérationnelle. Washington, World Bank.

World Bank (2004). State-society synergy for accountability: lessons for the World Bank. Washington DC, World Bank.

World Bank (2004). World Development Report 2004: making services work for poor people. Washington DC, World Bank.

World Bank (2005). The effectiveness of World Bank Support for Community-Based and -Driven Development. An OED evaluation. Washington DC, World Bank.

World Bank (2005). A Review of the Literature on Participatory Approaches to Local Development for an Evaluation of the Effectiveness of World Bank Support for Community-Based and Driven Development Approaches. Washington DC, World Bank.